

La participation des immigrés polonais à la Deuxième Guerre mondiale



Groupe de recrues entrainées au camp de Coëtquidan. Agenouillé à droite : Stanislaw Gurbiel.



Stanislaw Gurbiel, 1940, ouvrier (Oise)



Certificat de présence du soldat Gurbiel dans le camp de Coëtquidan



Wojciech Grzesiak, ouvrier à Boulogne-Billancourt, engagé volontaire dans l'armée polonaise, fait prisonnier lors de la retraite de sa division, le 21 juin 1940.



Edward Podyma (1922-2018), habitant de Gouvix (Calvados), mobilisé dans l'armée polonaise en juin 1940, combattant de la 1ère division blindée du général Maczek dans la bataille de Normandie en août 1944.

Médaille décernée aux membres méritants de la POWN



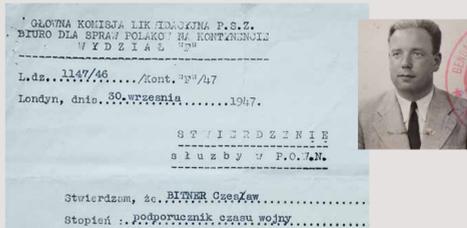
"Le soldat polonais en France", édité à Lille, n° 4 publié le 1.12.1939. Col. SHLP/BPP



Angers, résidence du gouvernement polonais en exil. Messe en plein air le 30.03.1940. Assis de gauche à droite : Wladyslaw Raczkiewicz, président de la République de Pologne, Wladyslaw Sikorski, premier ministre, Léon Noël, ambassadeur de France en Pologne. Col. NAC



Aleksander Kawalkowski (1899-1965). Ancien officier de l'armée polonaise, consul général à Lille à partir de 1937, organisateur et chef militaire de la POWN. Col. SHLP/BPP



Attestation de service de Czeslaw Bitner, sous-lieutenant de l'armée polonaise en France. Il reviendra d'Angleterre en 1941 en tant qu'émissaire du Gouvernement Polonais auprès de la POWN. Chef d'état-major de la POWN, puis chef auxiliaire du réseau du Nord à partir de 1943.



Boleslaw Kukuryka, moniteur de langue polonaise à partir de 1931, officier de l'armée polonaise en France, puis membre de la POWN, victime d'une arrestation.



Pawel Tamawski, mineur puis ouvrier agricole, combattant de l'armée polonaise en France, fait prisonnier en juin 1940. Ayant réussi à s'évader, il revient en France en zone libre où il participe à la résistance polonaise.



Bruno Kochanski, mineur à Waziers (Nord). Carte de membre FFI

Médaille de la Résistance polonaise en France 1940-1944



Jan Przybylski, mineur à Blayes-Mines (Tarn), résistant FTP à partir de 1942, entré dans le maquis FTP-MOI en juillet 1944, combattant FFI dans la libération de la région jusqu'en mars 1945.



Missile balistique V1 déplacé sur le pas de tir avant son lancement. Source : Deutsches Bundesarchiv



Inauguration du monument du cimetière de La Ricamarie à la mémoire des fusillés du maquis MOI de la Versanne, dont 18 sur 20 étaient polonais, juillet 1946. Col. Musée de la ville de Saint-Etienne

Wladyslaw Wazny (1908-1944). Combattant de l'armée polonaise en France. Parachuté dans le Nord de la France en mars 1944, pour organiser un réseau de renseignements chargé de localiser les rampes de lancement de V1 et V2. Grâce à ses rapports, de nombreuses rampes purent être bombardées ou sabotées par la POWN. Domaine public.



L'engagement dans l'armée polonaise en France

L'organisation de l'armée polonaise en France

Après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne et l'URSS, un gouvernement polonais en exil se forme à Paris le 30 septembre 1939, avec le général Wladyslaw Sikorski à sa tête. L'arrivée en France de 80 000 rescapés de l'armée polonaise lui permettra de recréer un corps d'armée de 130 000 hommes, dans lequel les immigrés vivant en France entrèrent pour près de 40 %. Ils s'entraîneront dans les camps militaires de Coëtquidan en Bretagne et Veluché dans les Deux-Sèvres.

L'armée polonaise, qui est placée sous le commandement opérationnel français, participe au corps expéditionnaire qui défend le port de Narvik en Norvège pendant le printemps 1940. Les autres divisions sont affectées à la défense de la ligne Maginot. Après l'invasion de la France en juin 1940, le général Sikorski refuse l'armistice décidé par le Maréchal Pétain et donne ordre à ses généraux d'évacuer leurs divisions en Angleterre.

Les chemins des soldats polonais après juin 1940

Les divisions polonaises ayant été utilisées pour couvrir la retraite de l'armée française, de nombreux Polonais sont faits prisonniers. Une autre partie réussit à passer en zone libre, où elle restera jusqu'à la fin de la guerre, tandis qu'environ 5 000 immigrés polonais retourneront chez eux dans le Nord. Seulement 38 000 hommes, soit moins d'un tiers des effectifs, parviendront sur le sol britannique.

Ceux-là entreront dans la composition du 1er corps de l'armée polonaise sous commandement opérationnel britannique. Une de ses divisions, la 1ère division blindée du général Stanislaw Maczek, participera au débarquement en Normandie à la fin du mois de juillet 1944 et s'illustrera dans la bataille acharnée pour la libération de cette région. La division Maczek combattra ensuite en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne, où elle parviendra jusqu'au port de Wilhelmshaven.

Les immigrés polonais dans la résistance en France

La création de la POWN

Arrivé à Londres le 18 juin 1940, Wladyslaw Sikorski s'adresse à l'armée polonaise le 25 et lui annonce sa volonté de poursuivre le combat jusqu'à la victoire finale aux côtés de l'Angleterre et de ses alliés. Fort de ce message, Aleksander Kawalkowski, le Consul de Pologne de Lille qui s'était réplé à Lyon, reprend contact avec les dirigeants de l'Union Centrale des Polonais en France. Il mobilise le réseau des dirigeants des associations de tir, des moniteurs de polonais, des prêtres et des membres de l'intelligentsia polonaise pour organiser l'action clandestine.

Ainsi est fondée au cours de l'été 1941 la POWN (Polska Organizacja Walki o Niepodległość - Organisation Polonaise de Lutte pour l'Indépendance), dont Kawalkowski prend la tête sous le pseudonyme de „Justyn”. La POWN s'impliquera dans la collecte de renseignements sur les activités de l'occupant et dans les actions de sabotage, puis à partir d'août 1944, dans la libération du territoire français.

La rivalité de la POWN avec les FTP-MOI

La mobilisation des ouvriers polonais dans la POWN sera difficile car, après l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS en 1941, les communistes français chercheront, eux aussi, à les recruter dans les Francs-Tireurs et Partisans - Main-d'Oeuvre Immigrée (FTP-MOI). Pour combattre leur influence, la POWN répondra aux questions des immigrés sur les causes de la défaite polonaise en 1939 et sur l'injustice sociale, en élaborant un programme de réformes économiques et sociales pour la Pologne de l'après-guerre.

Dans la rivalité entre les organisations POWN et FTP-MOI, c'est la POWN qui l'emportera. Comptant 2 000 membres à la fin de 1942, elle atteindra 8 000 assermentés en juin 1944, lorsque le lieutenant-colonel Daniel Zdrojewski négociera l'accès des partisans de la POWN dans les rangs des forces Françaises de l'Intérieur (FFI), puis 11 000 au mois d'août. Mais l'immigration polonaise sortira de la guerre divisée par des clivages politiques qui auront un impact important sur les chemins qu'elle empruntera dans son intégration à la société française après 1945.

La résistance polonaise et les bombes volantes V1 et V2

Dès août 1940, à Toulouse, des résistants polonais créent un réseau qui se donne pour but de renseigner les Alliés sur l'implantation des usines de guerre et des chantiers navals aux mains de l'occupant. Ce sera donc un des premiers réseaux de renseignement opérant sur le sol français. Ses ingénieurs mettent au point des procédés de miniaturisation du matériel radio pour transmettre les informations aux Britanniques. La particularité du réseau, qui prend le nom de réseau F, consiste à organiser le maillage de tout le territoire en impliquant des Français qui, au fil des mois, deviendront de plus en plus nombreux.

Au printemps 1943, le réseau de renseignement F2 succèdera au réseau F démantelé par les arrestations. Il transmet aux Anglais des informations sur les caractéristiques techniques d'une nouvelle arme d'abord appelée V1, puis V2. Il identifie les lieux de production et de tir de ces „bombes volantes” envoyées sur l'Angleterre. Ainsi, dès décembre 1943, les premières rampes de lancement pourront être détruites par des bombardements.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les soldats polonais refuseront de retourner dans leur pays, tout comme le feront la plupart des immigrés polonais de France, et s'intégreront dans la société française en conservant leur attachement à la Pologne.